



Des conditions-cadre judiciaires pour l'intelligence artificielle

Le développement de l'intelligence artificielle offre des opportunités en matière d'innovation, mais comporte aussi des défis. Dans son nouveau dossier politique, economiesuisse montre comment les questions réglementaires entourant l'IA doivent être abordées en Suisse du point de vue de l'économie. Dans la mesure où la Suisse dispose d'un ordre juridique efficace et neutre sur le plan technologique, il s'agira avant tout d'identifier des éventuelles lacunes. Il sera ainsi possible de compléter les lois existantes – pour autant que cela soit nécessaire – en y insérant des aspects liés à l'utilisation de systèmes d'IA.

L'importance croissante de l'intelligence artificielle (IA) pour l'économie et la société n'est plus à démontrer. economiesuisse a élaboré un dossier politique qui montre selon quels principes la Suisse doit accompagner l'utilisation des technologies d'intelligence artificielle et leurs effets sur le plan réglementaire. La technologie de l'IA doit rester un outil important pour soutenir l'innovation et la recherche, mais il faut aussi répondre aux inquiétudes. La prise de position met en évidence plusieurs champs de tension en lien avec l'éthique, la transparence, la liberté économique, la propriété intellectuelle et les questions de responsabilité.

Au cours des derniers mois, economiesuisse a élaboré une position sur l'IA avec l'aide d'experts de différentes branches afin de s'assurer que diverses perspectives et expertises mais aussi des expériences pratiques puissent être prises en compte. Une approche globale a donc été élaborée afin de promouvoir le progrès et l'innovation à l'aide de l'IA et de préserver la confiance dans la technologie, en abordant également les défis rencontrés.

Le dossier politique contient des recommandations pour une approche réglementaire des technologies d'IA équilibrée et fondée sur les lois existantes en Suisse. L'objectif est de garantir une utilisation de la technologie à la fois responsable et axée sur l'innovation. Dans le domaine de l'IA en particulier, la Suisse doit également s'assurer qu'elle dispose de l'expertise et des compétences nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de l'IA pour la société et l'économie. Il faut donc s'opposer à une législation spécifique pour l'IA, en particulier si elle se fonde sur le modèle de celle de l'UE.

[Accéder au dossier politique](#)